

Déterminé.es à agir !

La nomination du nouveau gouvernement prouve, s'il en était besoin, que pour ceux qui nous gouvernent rien ne doit changer. Leur but reste le même : amplifier la casse de nos acquis sociaux. Qu'elles concernent le service public, les associations, les entreprises, toutes les réponses du gouvernement sont scandaleuses : elles montrent qu'il ne veut pas remettre en cause les politiques qui ont conduit aux insuffisances et au manque de services sanitaires et hospitaliers du pays.

Au moment où les plans de licenciements se multiplient, y compris dans des entreprises qui versent des dividendes, que le chômage continue de faire des ravages, que les attaques contre les services publics et la fonction publique reprennent, il est urgent de changer de politique.

Cela passe par l'abrogation de la réforme de l'assurance chômage mise en place unilatéralement en 2019. Cela passe par l'abandon définitif de la réforme des retraites par points.

Cela passe par le partage du travail et sa réduction à 32 h hebdomadaires afin de travailler toutes et tous. L'urgence écologique oblige à aller plus loin que les mesures de la convention citoyenne pour le climat retenues par la seule volonté du président. Celui-ci a d'ailleurs écarté tout ce qui pourrait remettre en question le modèle productif, modèle qui serait le seul à répondre au financement des besoins sociaux. Son allégeance à ce modèle montre que la transformation sociale et écologique ne se fera pas sans la construction d'un rapport de force.

Le temps pour nous est au repos et nous l'avons toutes et tous bien mérité. Nous devons nous ressourcer car la rentrée risque d'être chargée. En effet dans la première quinzaine de septembre, le DRFIP doit enfin nous annoncer les projets concernant le Nouveau Réseau de Proximité (NRP) et la dé-métropolisation ; le gouvernement veut également avancer dans la destruction de notre système de retraites ou encore sur le temps de travail...

Nous devons reprendre des forces pour plus que jamais être Solidaires et Uni.es pour combattre les réformes mortifères de ce gouvernement.

Solidaires Finances Publiques Paris
vous souhaite de très
belles vacances !

Sommaire

| | |
|---|------|
| Edito : <i>Déterminé.es à agir !</i> | p. 1 |
| Prime Covid : Arbitraire et injuste | p. 2 |
| Rendre un service au public, c'est aussi les accueillir ! | p. 3 |
| Le rébus | |
| Les mots croisés | p. 4 |



Solidaires Finances Publiques Paris
6 rue Saint-Hyacinthe - 75001 Paris
01 44 86 87 41

La Balf :
paris@solidairesfinancespubliques.org

Le site :
<http://sections.solidairesfinancespubliques.info/paris/>

La page Facebook :
<https://www.facebook.com/SolFIPParis>



Prime Covid : Arbitraire et injuste

Les bénéficiaires de la prime Covid 19 viennent de recevoir un mail de nos anciens ministres. Ils et elles connaissent donc désormais le montant qu'ils vont percevoir à la fin du mois (soit 330 euros soit 1000 euros). Et celles et ceux qui n'ont pas reçu de mail, savent désormais qu'ils et qu'elles ne toucheront pas de prime alors qu'ils se sont également mobilisé.es pendant cette période exceptionnelle ! Depuis le début de l'annonce de cette prime, Solidaires Finances Publiques s'y est opposé car nous savions que son attribution serait sélective, arbitraire donc fondamentalement injuste et qu'elle allait créer des tensions dans les collectifs de travail. Et cette prime COVID- 19 préfigure ce que sera la future rémunération au mérite et l'opacité qui présidera en la matière.

Arbitraire

Arbitrairement, il a été décidé que cette prime ne concernera que 30% des effectifs,

Arbitrairement, il a été décidé qu'il n'y aura que deux niveaux de primes proposés: 330 euros ou 1000 euros,

Arbitrairement, le nombre de bénéficiaires de la prime de 1000 ne pourra excéder 30% des effectifs,

Arbitrairement il appartiendra aux chefs de service d'identifier les agent.es mobilisé.es, peu mobilisé.es, très mobilisé.es et de mesurer si ces mêmes agent.es ont assumé durant la période une charge de travail plus conséquente qu'à l'accoutumée, se pose donc la légitime question des outils d'évaluations pour mesurer la charge quantitative/qualitative du travail effectué dans ce moment. Un véritable défi autant le dire, sachant que l'annonce de cette prime est venue tardivement et que nos chefs de services n'avaient pas imaginé devoir produire des statistiques par agent.e dans les circonstances de crise sanitaire et dans les conditions nouvelles de travail.

Les critères choisis par la DRFIP 75

Lors du CTL du 10 juillet, la direction nous a enfin communiqué ses critères pour choisir les « primé.es ».

Le premier critère choisi est le nombre de jour de présence. Toutes celles et tous ceux qui ont été présent.es 18 jours et plus sur 36 jours (période de confinement) ont eu la prime de 1000 euros. Soit 395 agent.es dont 64 C ; 157 B et 174 A et A+ (nous n'avons pas le détail entre A et A+).

Nous avons toutes et tous été méritant.es !

Restons Solidaires et Uni.es pour combattre tous leurs projets mortifères !

Pour avoir le droit à la prime de 330 euros, il fallait exercer des missions prioritaires à la fois en présentiel et /ou en télétravail. 947 agentes et agents ont bénéficié de cette prime dont 289 C; 330 B; 232 A et A+.

Et dans tout cela ...

Quid des agent.es en arrêt maladie suite au covid 19 ou pour tout autre pathologie (période décomptée ou non)?

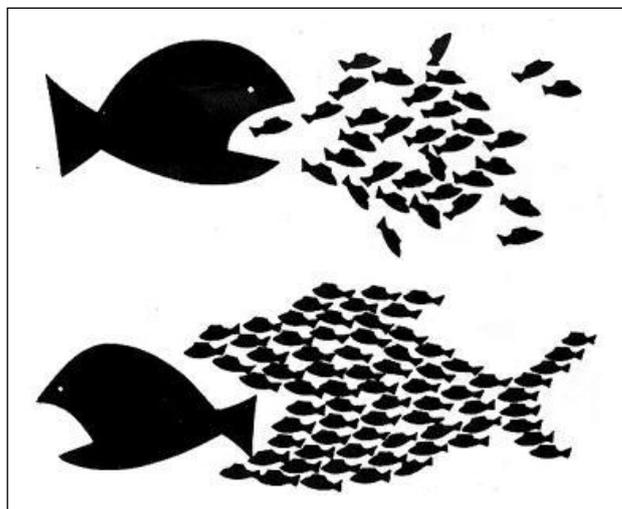
Quid des agent.es en quatorzaine (période décomptée ou non)?

Quid des agent.es mis en ASA mais à qui l'on a demandé de répondre à des mails ou à des coups de téléphones (période décomptée ou non)?

Quid des agent.es qui ont télétravaillé sur des missions non prioritaires et qui ont continué ainsi leur mission et souvent sur leur matériel personnel ?

Depuis l'annonce des primé.es et des déprimé.es, l'ambiance dans de nombreux services n'est pas au beau fixe. Nous le redoutions mais nous devons le combattre.

Aucun.e agent.e de la DRFIP 75 n'a été plus méritant.e qu'un.e autre pendant cette période. Celles et ceux qui ont dû faire école à leurs enfants ; celles et ceux qui ont télétravaillé ; celles et ceux qui ont dû rester chez eux pour cause de fragilité, celles et ceux qui sont venu.es en présentiel ; celles et ceux qui ont eu la Covid ; celles et ceux qui ont dû rester chez eux car leurs missions n'étaient pas prioritaires ...



Rendre un service au public, c'est aussi les accueillir !

La crise du COVID19 a remis en avant la question centrale de l'accueil du public à la DGFIP, et plus globalement dans les services publics.

Les règles de distanciation sanitaire permettant de réduire les risques de contamination sont appliqués depuis la réouverture des sites, même si diverses difficultés sont apparus pour leur mise en place : plexiglas pas toujours adaptés, informations aux usagers pas toujours claires et comprises, angoisse légitime des collègues et usagers dans les accueils, tensions dans les files d'attente nécessitant la présence de vigiles, etc. Si notre priorité en tant que syndicat est la protection et la préservation de la santé des collègues, la question du service public ne doit pas être oublié pour autant. Or, la DGFIP a profité du confinement pour avancer notamment sur le sujet de l'accueil sur rendez-vous. Déjà bien en route avant la crise, cette dernière permet à la DG de légitimer la réduction des accueils généralistes, jusqu'à leur disparition annoncée, et de réduire les horaires d'ouverture au public.

A l'image de bien d'autres services publics (CAF, Pôle emploi...), on s'oriente vers une e-administration, une administration à deux vitesses, qui oubliera les moins aptes au monde numérique, qui sont bien souvent les plus précaires.

L'aspect bâtimentaire est aussi une des clés du problème. La



concentration des services, qui induit la disparition de l'accueil de proximité et provoque des accueils de plus en plus surchargés (bien souvent dans les quartiers populaires), va à l'inverse d'un accueil de qualité, pour les usagers et les collègues.

C'est un retour vers un véritable maillage de proximité qu'il est nécessaire d'imposer, avec plus de sites mais des sites à taille humaine, avec des moyens en personnel et des accueils permettant de recevoir dignement le public. A la fois pour des raisons de qualité de service public, mais aussi pour des raisons de protection sanitaire comme l'a prouvé la crise toujours en cours.

C'est un choix qu'il convient de poser :

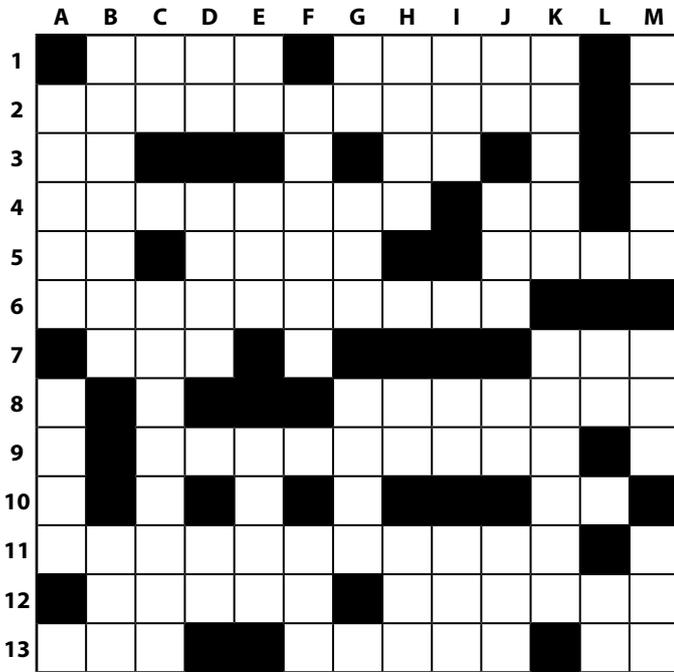
- quelques énormes sites où les collègues seront entassés, et dont les portes seront closes demain, à part pour les quelques privilégiés qui obtiendront un rendez-vous, dans le cadre d'un service qui est de fait de moins en moins public ?
- ou des sites par quartier, de véritable proximité, dans un meilleur respect des normes environnementales et sanitaires, avec des accueils plus apaisés, et où un service public de qualité trouverait sa véritable place.

Pour Solidaires Finances Publiques , notre choix est fait ! La crise sanitaire a prouvé que nous étions utile au bon fonctionnement de la société. Et pour nous, la présence des services publics, de notre service public de proximité et nos accueils sont plus que jamais nécessaire !

Le rébus



Bonnes vacances...



HORIZONTALEMENT :

- 1) Souverains - Colères
- 2) Enfermement sanitaire
- 3) Symbole hindouiste - Aluminium
- 4) De postes ou d'été - Métal précieux
- 5) A la mode - Angle - Pareil
- 6) Libérés, délivrés ...
- 7) Bruit - Résine
- 8) Stopper en s'opposant (sort à réserver aux projets de destruction de la DGFIP)
- 9) Espace de travail partagé dont la mise en place est dangereusement en réflexion à la DGFIP
- 10) Je, tu, ...
- 11) Nouveau mode d'organisation du travail déstructurant hors crise sanitaire
- 12) Volume de bière - Millésimes
- 13) Cœur du pain - Plus âgée - Pronom

VERTICALEMENT :

- A) Virus ayant changé de sexe durant la crise - Volés pour nous remerciés d'être restés confinés
- B) Pas gothiques - Pointe de blé
- C) Pronom indéfini - Met d'accord
- D) Sapin - Barque à fond plat - Dedans
- E) Condition - Mot de refus qu'il faut savoir dire - Unité de puissance électrique
- F) Dangereux, nuisibles (à l'image de certains projets à l'œuvre à la DGFIP) - Poulie
- G) De nouveau - Ex-école des Impôts - Hurla
- H) Tas - Bref accord anglo-saxon - Petite camionnette
- I) Hydro-alcoolique il a fait défaut - Négation - Equidé obstiné
- J) Dans - Organisation internationale compétente en matière sanitaire - Petit téranewton - Son N° identifie les étudiants
- K) Mesure de Bois - Terre glaise
- L) Pronom réfléchi - Conjonction de coordination
- M) «Récompense» arbitraire - Epoque - Risque



Bulletin d'adhésion 2020

Solidaires Finances Publiques Paris

Coupon à remettre à votre correspondant ou à renvoyer à notre trésorière :
Anne BOUTET - Local Solicaire Finances Publiques, 6 rue St Hyacinthe - 75001 Paris

IDENTIFIANTS

N° DGFIP (6 chiffres) N° ANAIS (10 chiffres)
 N° SIRHIUS (7 chiffres)

NOM d'usage Prénom

NOM de naissance Date de naissance/...../.....

Cadre : Grade : Echelon : Indice :

Montant de la cotisation → [] Temps partiel %

Informations professionnelles

Service :
 Site :
 @
 (.....
 Ces informations sont obligatoires

Informations personnelles

Adresse perso :
 @
 (.....
 Ces informations sont facultatives,
 tu pourras les modifier dans ton profil sur solidairesfinancespubliques.org

- Je souhaite recevoir des informations par mail OUI NON Signature :
 Je souhaite adhérer à Solidaires Finances Publiques OUI NON